



L'essentiel



du mardi 6 décembre 2016 - de la part de Stéphane Le Foll

NOMINATION DE BERNARD CAZENEUVE PREMIER MINISTRE – NOUVEAU GOUVERNEMENT

Manuel Valls, Premier ministre, a remis ce jour la démission du gouvernement au président de la République, qui l'a acceptée. Le président de la République a nommé Bernard Cazeneuve Premier ministre et l'a chargé de former le nouveau gouvernement. Dans ce cadre, Bruno Le Roux a été nommé au ministère de l'Intérieur, André Vallini secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, et Jean-Marie Le Guen secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie.

PROTEGER – PREPARER L'AVENIR

Protéger et préparer l'avenir : telle est la mission que le président de la République a confiée au gouvernement pour aller jusqu'au bout, jusqu'au dernier jour. Il reste quelques mois pour agir d'ici à la présidentielle : nous utiliserons par conséquent tous ces jours pour donner de la force à la République, donner de la force à la France, pour lui permettre d'affronter les défis devant elle.

« Protéger » et « préparer l'avenir » : telle est la mission que le président de la République a confiée au gouvernement pour « aller jusqu'au bout, jusqu'au dernier jour » (PR, 06/12/16).

Protéger, c'est « protéger la France ici, la protéger même loin de ses frontières, parce qu'elle est menacée ». C'est protéger aussi ce qu'il y a de « plus important, notre cohésion, notre façon de vivre, nos libertés mais aussi notre modèle social, qui fait que nous tenons les uns les autres, quelle que soit notre place dans la société ».

Préparer l'avenir, c'est « ouvrir l'espérance pour les générations futures ». Il faut « investir, avoir les infrastructures qui feront que la France sera le territoire où les entreprises, comme d'ailleurs un certain nombre de particuliers, voudront s'installer, être un pays attractif », et assurer un « cadre de vie, notamment urbain mais aussi dans notre espace rural, qui soit plus harmonieux », ainsi qu'une « industrie forte ». « Nous savons bien que c'est là que les emplois de demain sont en gestation » (PR, 06/12/16).

Il « reste quelques mois » pour agir d'ici à la présidentielle et « en politique chaque jour est utile, chaque jour compte ». « Nous utiliserons par conséquent tous ces jours pour donner de la force à la République, donner de la force à la France, pour lui permettre d'affronter les défis devant elle » (B. Cazeneuve, 06/12/16). « Il n'y a pas d'enfer à Matignon, il n'y a que le service de la France » (M. Valls, 06/12/16).

CLASSEMENT PISA – REFONDATION ECOLE DEPUIS 2012

L'OCDE a publié ce mardi les résultats de l'enquête PISA 2015 qui identifient les compétences des élèves dans les systèmes d'enseignement les plus performants ou qui progressent le plus rapidement. Cette enquête ne prend pas en compte les effets des réformes éducatives menées depuis 2012. C'est un aperçu du présent, nourri des mesures passées. Pour autant, la France est le pays du grand écart avec une école efficace pour une grande majorité de ses élèves mais qui ne parvient pas à faire réussir 20 à 30 % d'entre eux. L'enquête souligne une fois de plus l'influence très marquée en France de l'origine sociale d'un élève sur ses performances scolaires. Face à ces constats, la France a entrepris son « choc PISA » depuis 2012 : c'est la Refondation de l'École conduite en donnant plus à ceux qui rencontrent des difficultés. Il faut poursuivre cette politique dans le temps long. Or, tout ce qui nous est proposé par l'opposition revient à nous réentraîner dans le déclin. L'École ne mérite pas les oppositions stériles et court-termistes.

Najat Vallaud-Belkacem est intervenue ce mardi pour analyser les résultats de la France pour l'enquête PISA 2015 (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), au siège de l'OCDE :

- **Les résultats de la France en sciences et en mathématiques se situent dans la moyenne des pays de l'OCDE**, tandis que la performance en compréhension de l'écrit est légèrement au-dessus de la moyenne.
- **Toutefois, le système en France reste trop dichotomique** : tenu par ses bons élèves, dont la proportion est stable et supérieure à la moyenne des pays OCDE, mais ne s'améliorant pas par le bas, avec une proportion d'élèves de 15 ans en difficulté en sciences toujours au-dessus de cette même moyenne OCDE. D'après l'évaluation PISA 2015, les élèves des milieux les plus défavorisés ont 4x moins de chances de réussir que les autres.

L'enquête PISA 2015 de l'OCDE, menée dans 70 pays, ne prend pas en compte les effets des réformes éducatives menées depuis 2012 (elle mesure les performances de 6 000 élèves entrés en primaire en 2005 et au collège en 2010). C'est un aperçu du présent, nourri des mesures passées.

Depuis 2012, ce gouvernement a engagé de nombreuses réformes qui ont besoin de temps pour voir apparaître des résultats, notamment au travers de l'enquête PISA.

Ces résultats pourront se mesurer à partir de la prochaine étude Pisa, dans 3 ans, et notamment avec Pisa 2021, lorsque les enfants testés auront suivi la totalité de leur scolarité dans un collège ayant mis en place la réforme du collège (entrée en vigueur à la rentrée 2016).

Il convient d'appeler « à la responsabilité » pour que ces réformes « ne soient pas défaits mais au contraire poursuivis », afin de réduire l'iniquité scolaire (N. Vallaud-Belkacem, 06/12/16) :

- **En effet, « la France [est le] pays du grand écart »** : nous avons « une École efficace pour une majorité d'élèves mais ne parvient pas à faire réussir 20% d'entre eux ».
- L'enquête souligne une fois de plus **l'influence très marquée en France de l'origine sociale d'un élève sur ses performances scolaires**.
- **« Ce poids du déterminisme social est inacceptable, c'est pour cette raison que la France a engagé son choc PISA depuis 2012 »**, pour donner plus à ceux qui rencontrent des difficultés : 1 poste pour 3 élèves supplémentaires dans le 1^{er} degré sur 2013-2017 ; 4 000 postes créés pour accompagner la réforme du collège ; 350 M€ pour les établissements de la nouvelle éducation prioritaire ; scolarisation des moins de 3 ans en éducation prioritaire ; 3 000 « + des maîtres que de classes » ; allocation progressive des moyens adaptés aux difficultés sociales ; de nouveaux programmes scolaires de la maternelle à la 3^{ème} ; un plan numérique d'une ampleur inédite ; une formation initiale rétablie et +28 % pour le budget formation continue).
- **Ces politiques sont considérées, par l'OCDE elle-même, mais aussi par les chercheurs, comme étant les plus efficaces** pour résoudre les difficultés que nous rencontrons.

« C'est en poursuivant la politique de recrutement massif d'enseignants, la formation et les mesures de *considération* en termes de salaires et de conditions de travail, que nous serons en mesure de réparer les fragilités du système éducatif français » (N. Vallaud-Belkacem, 06/12/16). **La politique éducative a besoin de temps long.**

Or, aujourd'hui, « tout ce qui nous est proposé par l'opposition revient à nous réentraîner dans le déclin [subi par] notre école pendant la décennie des années 2000 ». « L'École ne mérite pas les oppositions stériles et court-termistes » (N. Vallaud-Belkacem, 06/12/16).

SYRIE - ALEP

« Un projet de résolution, qui visait à instaurer un cessez-le-feu et à rétablir l'accès immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire, n'a pu être adopté par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, du fait d'un nouveau veto de la Russie. Face à une situation humanitaire d'une gravité exceptionnelle en Syrie, marquée par la situation dramatique à Alep, la France a soutenu ce texte sans hésitation ». La France « déplore que, du fait de l'obstruction de la Russie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies ne soit toujours pas en mesure d'assumer ses responsabilités à l'égard des populations civiles en Syrie qui font face à la folie destructrice du régime de Bachar Al-Assad, comme des groupes terroristes, à commencer par Daech. Depuis le début de la crise syrienne, la France estime que seule une solution politique permettra de remettre la Syrie sur le chemin de la paix et de la stabilité. L'escalade militaire est, à l'inverse, une impasse qui ne fait qu'aggraver les souffrances des populations et nourrir le terrorisme. Il est urgent de créer les conditions pour une reprise des négociations en vue d'une transition politique ».

Comme la France l'a « déjà indiqué à plusieurs reprises, la France ne se résignera pas. Elle reste pleinement mobilisée, avec ses partenaires, pour arrêter le martyre d'Alep ». « C'est dans cet esprit [qu'elle accueillera] samedi 10 décembre à Paris, une réunion ministérielle des pays affinitaires » (J.-M. Ayrault, 06/12/16).

Pour toute question, tout besoin ou suggestion : contact@porte-parole.gouv.fr ; 01 49 55 81 16 / 58 84
L'Essentiel, c'est : du lundi au vendredi, les positions clés du gouvernement sur les sujets d'actualité.